



**Pour ne rien manquer
de vos actualités!**

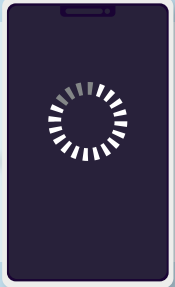
DIRIGER LA CAMÉRA
VERS LE CODE QR



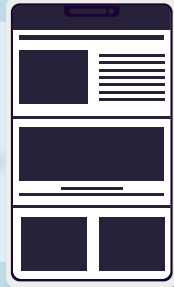
SCANNEZ OU
PHOTOGRAPHIER LE CODE



EXÉCUTION DU CODE
DANS LE NAVIGATEUR



UTILISEZ L'INFO
SUR LE SITE WEB



Gratuit

MENSUEL 18 000 EXEMPLAIRES
AVRIL 2023 - VOLUME 38 - NUMÉRO 8
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

lagazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant au service du bien commun



DOSSIER JOUR DE LA TERRE

**Achat local,
bilan carbone,
solutions nature**

PAGES 5 À 11

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ



**Patrick Boivin et la musique
comme oxygène**

PAGE 13

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ



**JEAN-FRANÇOIS
DUBÉ**

**DOMINIC
LAMONTAGNE**

**MANGER VÉGÉ
OU OMNIVORE?**

**Un livre et un débat
polarisants**

PAGE 2

Un livre et un débat polarisants

Le livre *La chèvre et le chou* est assez rarissime dans sa forme de correspondance et sa mécanique de dialogue entre deux auteurs menant des modes de vie et portant des points de vue diamétralement opposés quant à notre rapport aux animaux. Comment évaluer les conséquences de nos choix alimentaires sur les écosystèmes? Est-il moral d'exploiter et de tuer des êtres conscients capables de ressentir? Quel type d'agriculture est à privilégier pour préserver l'équilibre de la planète? Il est nécessaire de créer de l'espace dans nos tribunes médiatiques et publiques pour débattre de ces questions d'actualité que l'on aborde encore trop peu ou sinon à la va-vite. Est-il surprenant qu'un tel ouvrage soit paru à l'automne dernier aux Éditions Écosociété? Non. Cette maison d'édition québécoise a été fondée en 1992 par des militants écologistes et les enjeux liés à l'alimentation et à l'agriculture font partie de l'ADN de cette organisation.



ISABELLE PADULA
JOURNALISTE

À L'ORIGINE DE CE DIALOGUE CONFRONTANT
L'idée de base de cet essai en tandem vient de l'artisan fermier Dominic Lamontagne qui, préoccupé par la réceptivité de la naturalisation de l'idéologie végane qu'il perçoit au sein de nos institutions et de nos médias, a proposé aux Éditions Écosociété, de publier un échange de lettres avec un militant végane, en l'occurrence Jean-François Dubé. Auteur de la *Ferme impossible* et de *L'artisan fermier*, Dominic Lamontagne exploite une petite ferme de production vivrière tandis que Jean-François Dubé est détenteur d'une maîtrise en sciences politiques sur les liens entre les idées des mouvements animaliste et environnementaliste. S'en est suivi, pendant deux ans, un échange de correspondance confrontante entre Lamontagne et Dubé. Le livre, tout comme le débat Omnivorisme responsable ou véganisme organisé récemment par la *Gazette de la Mauricie* en collaboration avec le Salon du livre de Trois-Rivières et les Éditions Écosociété, nous fait valser d'une prise de position à l'autre et nourrit substantiellement nos réflexions.

« Il y a peu de traditions culturelles, qui sont aussi profondément ancrées que nos traditions culinaires alors quand le mouvement végane propose de tracer une croix sur les pratiques d'élevage millénaires, de remplacer le pâté de viande par le pâté de millet et quand des militants font interruption dans des restaurants pour demander haut et fort qu'on revoie de fond en comble nos relations

avec les animaux, il ne faut pas se surprendre que ça crée des vagues », avance Renaud Gignac, administrateur de la *Gazette de la Mauricie* et initiateur du débat.

LE VÉGANISME ÉTHIQUE
Il est entendu selon plusieurs études, soutient Jean-François Dubé, que de nombreux animaux entretiennent des relations sociales, qu'ils sont conscients et qu'ils peuvent être capables d'altruisme et d'empathie. N'est-il pas impossible de soulever le moindre doute quant à l'absence de consentement des animaux lorsqu'on les voit se débattre et hurler dans les abattoirs? Pourtant, la plupart des gens peuvent se procurer les nutriments dont ils ont besoin avec des produits d'origine végétale abordables, expose l'auteur. Selon lui, l'innovation qui devrait planter le dernier clou dans le cercueil de l'élevage des animaux et des abattoirs c'est la viande de culture produite à partir de cellules animales. « qui voudrait encore faire subir les atrocités de l'élevage et de l'abattoir aux animaux quand une telle technologie est disponible? Comment sera-t-il possible de justifier moralement le fait de continuer à manger des animaux dans de telles circonstances? » Pour Dubé, le véganisme est le moyen le plus simple et le plus efficace pour réduire à la fois la quantité générale de souffrance que l'on cause aux êtres sensibles et notre empreinte écologique.

LA PAYSANNERIE OMNICOLE
Pour Dominic Lamontagne, comme il est impossible de réduire à zéro les dommages collatéraux qui résultent de l'existence de l'humain sur Terre, il faut alors tenter de réduire les torts qui lui sont causés. « Pour être en mesure d'évaluer avec un quelconque degré de certitude la quantité et la qualité des torts dont nous



sommes responsables, il faut étudier avec soin la genèse respective des produits que nous consommons et des actes que nous posons. » Dans les faits, soutient Lamontagne, aucun système agricole véritablement végane n'a fait ses preuves. « À ma connaissance, l'écrasante majorité des véganes sont nourris par des omnivores qui pratiquent une agriculture encore très largement tributaire des animaux. » Si demain matin on privait les producteurs maraichers des fumiers qu'ils utilisent, comment leurs terres seraient-elles fertilisées? Si on privait les producteurs de fruits et de noix des légions d'abeilles, comment leurs plantes pourraient-elles fructifier? questionne l'auteur. En somme, pour Lamontagne, il n'y a pas d'alimentation potentiellement plus accessible, plus saine, plus écologique, plus équitable, plus éthique et plus pérenne que celle qu'on aura produite soi-même de manière responsable. Il faut mettre les mains dans la terre. 🌱



VOUS AVEZ MANQUÉ LE DÉBAT?
*Vous pouvez vous procurer le livre *La chèvre et le chou* publié aux Éditions Écosociété en librairie ou encore en bibliothèque et vous pouvez visionner le débat dans son intégralité au www.gazettemauricie.com.*

SOMMAIRE

UN LIVRE ET UN DÉBAT POLARISANTS
PAGE 2

ÉDITORIAL ET CARICATURE
PAGE 3

PUISSANCE CANADIENNE
PAGE 4

LE BILAN CARBONE, L'OUTIL
INDISPENSABLE POUR Y VOIR PLUS CLAIR
PAGE 5

CÉLÉBRER LA TERRE PAR L'ACTION!
PAGE 5

UN PROJET D'AGRANDISSEMENT
QUI NE LAISSE PAS INDIFFÉRENT
PAGE 7

L'URGENCE DE SE RÉCONCILIER
AVEC LA BIODIVERSITÉ
PAGE 8

TRÉSORS DU TERROIR DE LA MAURICIE
PAGE 9

DES LIVRES ANTI-GASPI INSPIRANTS
PAGE 10

CHRONIQUE ÉCONOMIE
PAGE 11

CHRONIQUE HISTOIRE
PAGE 12

INITIATIVES ORIGINALES POUR
SOUTENIR LE MILIEU CULTUREL D'ICI
PAGE 12

DONNER DES FLEURS AU SUIVANTS
PAGE 13

PERDRE, C'EST GAGNER :
L'ŒUVRE DE FRANÇOIS BLAIS
PAGE 13

JEANNE HAMEL : LE MEME COMME
MÉMOIRE INSOUPÇONNÉE DU NUMÉRIQUE
PAGE 14

LES ARTISTES DE LA MAURICIE À
L'HONNEUR
PAGE 14

ÉMISSION LA TÊTE DANS LES NUANCES
PAGE 15

À VOTRE AGENDA
PAGE 15

REMERCIEMENTS ET RAYONNEMENT
PAGE 15



La biodiversité et
les solutions nature
page 8



Des produits de la
Mauricie à découvrir!
page 9



Les retombées de
l'achat local d'aliments
page 10



Peut-on profiter d'un écosystème
littéraire complet en région?
page 15

ENTENTE SUR LES TIERS PAYS SÛRS

Où est passée l'humanité de l'État canadien?

Justin Trudeau et Joe Biden peuvent se féliciter. Leurs gouvernements ont réglé un épineux dossier politique en modifiant l'Entente sur les tiers pays sûrs. À moins d'exception, fini l'obligation d'accueillir les demandeurs et demandeuses d'asile qui traversent de manière irrégulière la frontière terrestre entre les États-Unis et le Canada. D'un point de vue administratif, c'est une victoire. D'un point de vue humain, c'est une méchante défaite.



STEVEN ROY CULLEN

L'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS), qui lie uniquement le Canada et les États-Unis, est entrée en vigueur le 29 décembre 2004. Elle prévoit, à quelques exceptions près, qu'une personne migrante demandant l'asile doit déposer sa requête sur le premier territoire sécuritaire où elle met les pieds. Autrement dit, une personne qui fuit les violences ou la précarité dans son pays d'origine ne peut transiter par les États-Unis pour demander l'asile au Canada.

Avant le 25 mars 2023, les personnes traversant la frontière canado-américaine entre les points d'entrée officiels évitaient l'application de l'accord et forçaient le Canada à étudier leur demande d'asile.

Le protocole additionnel signé récemment avec notre voisin du Sud est venu colmater la faille qui existait dans l'entente et permet désormais aux autorités canadiennes de refouler les demandeurs et demandeuses d'asile vers les États-Unis et ce, peu importe l'endroit choisi pour traverser la frontière entre les deux pays.

À prime abord, on peut penser que c'est une bonne nouvelle. Après tout, le Canada, qui devait traiter un important volume supplémentaire de demandes d'asile, se sauve d'un casse-tête administratif. De toute manière, la sécurité des personnes migrantes qu'on renvoie aux États-Unis, une démocratie signataire de la Convention et du Protocole relatifs au Statut des Réfugiés, n'est pas menacée. Mais voilà, on peut sérieusement mettre en doute cette dernière affirmation.

Depuis 2017, le Conseil canadien pour les réfugiés, Amnesty Internationale et le Conseil canadien des Églises contestent l'ETPS devant les tribunaux. Ces organisations plaident que l'accord bilatéral contrevient à la Charte canadienne des droits et libertés. Selon elles, les États-Unis ne peuvent être considérés comme un tiers pays sûr en raison notamment de l'augmentation des détentions arbitraires, de l'élargissement des renvois accélérés et même, dans certains cas, de la criminalisation des réfugiés.

En 2020, la Cour fédérale leur a donné raison en concluant que l'ETPS violait l'article 7 de la charte qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne. Malheureusement, la Cour d'appel fédérale a infirmé la décision pour des raisons techniques. La cause a donc été portée devant la Cour suprême qui doit maintenant rendre sa décision. Ainsi, l'ETPS pourrait bientôt être invalidée.

Considérant cette possible invalidation, la décision d'élargir l'application de l'ETPS à ce moment-ci peut sembler précipitée. Par contre, ce qui fait réagir, c'est surtout l'annonce précipitée des nouvelles dispositions à moins de 24 heures de leur entrée en vigueur. Le court délai a eu pour effet de prendre au piège des personnes migrantes qui étaient en chemin vers le Canada.

Les histoires de familles coincées aux États-Unis n'ont pas tardé à sortir dans les médias. Ces familles se

sentent désespérées. Elles ne veulent pas demander l'asile en sol américain, mais leurs visas de transit arrivent à échéance sous peu.

Devant l'impasse, on craint de voir des personnes migrantes traverser la frontière par des chemins encore plus clandestins que celui de Roxham, le point de passage irrégulier le plus utilisé jusqu'à présent. Des témoignages recueillis tendent d'ailleurs à confirmer cette crainte.

Dans les faits, la nouvelle mouture de l'ETPS n'empêche pas les traversées irrégulières. Elle les rend plus dangereuses parce que maintenant, il faut entrer au Canada sans se faire détecter pour espérer déposer une demande d'asile au-delà d'une période de 13 jours en sol canadien. Cette réalité rend les migrant.es plus vulnérables aux abus de passeurs sans scrupule.

En ratifiant l'ETPS, le Canada ferme les yeux sur les drames humains qu'il

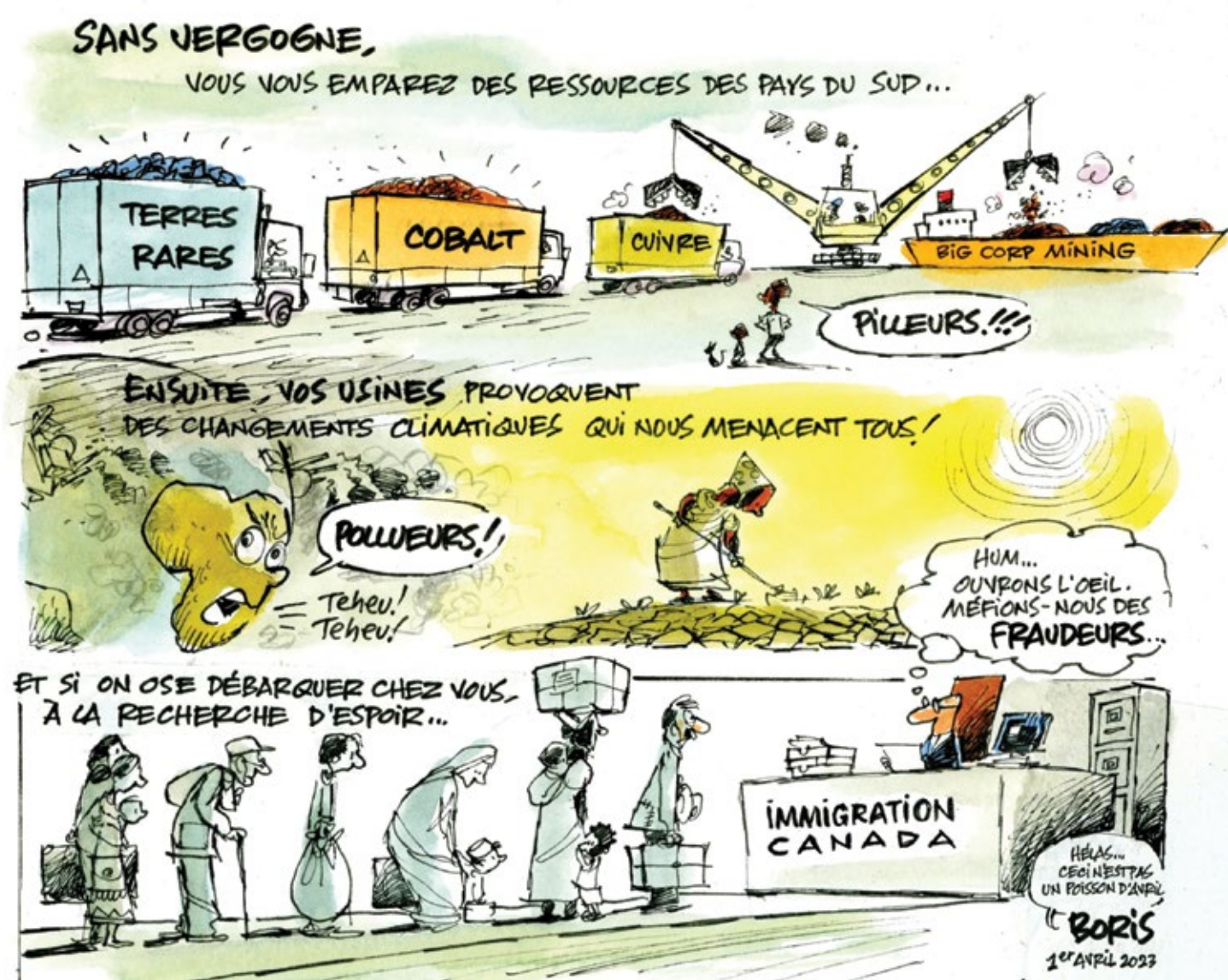
provoque. Il nie aussi ses responsabilités dans les causes qui sont à la source de ces migrations.

Les personnes réfugiées fuient la persécution, les violences, la précarité, voire même les catastrophes climatiques qui découlent souvent de l'action ou de l'inaction des pays occidentaux comme le Canada. Ne l'oublions pas. Les richesses de nos pays se sont accumulées en exploitant celles des États du Sud global.

La modification de l'Entente sur les tiers pays sûrs est encore plus choquante quand on sait que le Canada, étant donné sa situation géographique, ne reçoit qu'une infime partie du flot migratoire mondial de demandeurs et demandeuses d'asile. On aurait dit qu'il refuse de faire sa part.

Soyons francs. Le Canada peut accueillir davantage de personnes réfugiées. En fait, il en a le devoir. **B**

BORIS



POUR DÉCOUVRIR
TOUTE LA CULTURE
EN MAURICIE

ICI • CA



Puissance canadienne

Dans le monde des relations internationales, le Canada est considéré comme une puissance de second rang. Certes, il fait partie des pays de l'OCDE, du G20, du G7. Jamais n'oserait-on cependant comparer sa puissance et son influence à celles de son voisin du Sud. Au mieux, le Canada est perçu comme un allié. Comme un partenaire. Au pire, il est tout simplement ignoré, vu son importance moindre sur les plans économique et militaire.

DANIEL LANDRY

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Historiquement, le Canada a souvent trouvé une manière de tirer son épingle du jeu. Toutefois, au cours des dernières années, de nombreux exemples démontrent à quel point le pays s'avère de plus en plus impuissant à affirmer sa souveraineté. Il paraît calquer sa politique étrangère sur celle de son voisin, peu importe le président en poste, peu importe l'enjeu discuté.

Elle semble déjà loin l'époque où Jean Chrétien tenait tête à George W. Bush en refusant d'envoyer des troupes en Irak. Elle semble encore plus loin l'époque où Pierre Elliot Trudeau maintenait des liens cordiaux avec le Cuba de Fidel Castro, en pleine période de

Guerre froide. Aujourd'hui, le Canada n'est plus le modèle diplomatique qu'on citait naguère, en rappelant l'origine des Casques bleus avec Lester B. Pearson ou les politiques anti-apartheid de Mulroney. En matière de politique étrangère, le Canada du XXI^e siècle constitue plutôt une pâle copie de l'Amérique étasunienne.

Actuellement, Canada et États-Unis font front commun presque inconditionnellement dans plusieurs dossiers. À titre d'exemples, pensons aux pressions pour accroître les dépenses militaires (achat de F-35 à Lockheed Martin) ou aux positions à adopter face à la Chine (l'affaire Huawei). Les relations avec les autres États sont constamment teintées – et affectées – par les orientations des États-Unis. Avec l'Arabie Saoudite, on signe des contrats pour la vente de blindés plutôt que de dénoncer les violations des droits humains. Dans le conflit israélo-palestinien, le Canada adopte une position

partiale, et ce, depuis la gouvernance de Stephen Harper (2006-2015). D'ailleurs, une attaque contre Israël est maintenant perçue comme une attaque contre le Canada, ce qui rend ardues certaines dénonciations que souhaiteraient des mouvements de défense des droits humains (conditions de vie des Gazaouis ou poursuite des colonisations à Jérusalem-Est). Face à l'Iran, le Canada n'adopte plus un ton de fermeté, mais plutôt un ton de fermeture : son ambassade à Téhéran est fermée depuis 2012.

Dans le contexte géopolitique qui se dessine actuellement, le Canada ne peut plus accepter de jouer le rôle de valet. Il doit affirmer haut et fort sa souveraineté. À court terme, il en va de sa crédibilité. À plus long terme, il en va de sa capacité à exercer une réelle influence. Déjà, son échec à se faire élire au Conseil de sécurité de l'ONU (2010, 2020) démontre clairement une perte de confiance de la part des autres États. Or,

si des puissances de second rang comme le Canada refusent désormais d'assumer un rôle diplomatique fort, ce sont les superpuissances actuelles et futures qui l'accapareront. Déjà, le positionnement surprenant de la Chine dans plusieurs dossiers laisse entrevoir une puissance discrète d'une grande efficacité : négociation du rapprochement entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, coopération avec Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil et plusieurs autres, arbitrage potentiel du conflit russo-ukrainien.

Dans les prochains mois, les relations sino-canadiennes seront justement un excellent prétexte pour affirmer une position canadienne forte. Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères canadiennes, s'est dit vouloir « être pragmatique » face à la Chine. Ne pas rompre les liens économiques, ni les liens diplomatiques, mais imposer des limites claires quant au respect des droits humains et aux problématiques d'ingérence. 9

PHOTO : DOMINIC BÉTHUNE

**SCC
UQTR
SCFP**

2661

SCFP

Syndicat canadien de
la fonction publique

FTQ

Plus de 800 chargées et chargés de cours à donner le
meilleur de nous-même, année après année, sans relâche.

Le bilan carbone, l'outil indispensable pour y voir plus clair

Réduire ses déchets, sa consommation électrique, utiliser les transports collectifs, manger moins de viande, difficile de s'y retrouver dans tous ces gestes écoresponsables. Citoyen-ne, ville ou entreprise, ce n'est pas évident de savoir vers quelle action se tourner lorsqu'on débute notre démarche environnementale. Avant de choisir la meilleure option, il faut déjà savoir dans quel domaine on pollue le plus, et rien de tel qu'un bilan carbone pour éclaircir tout ça!

LAURA SCHMITT

COLLABORATRICE

DES GAZ À EFFET DE SERRE SUR TOUTE LA CHAÎNE

On connaît certaines sources d'émissions de gaz à effet de serre comme le pot d'échappement des voitures, la consommation de gaz naturel, ou encore les cheminées d'usines. Mais savez-vous qu'ils sont en réalité présents dans tout le cycle de vie des produits que l'on utilise ? L'épicerie en bas de chez vous émet des gaz en consommant de l'électricité, mais elle a également dû faire livrer ses produits, eux même fabriqués dans des usines, puis utilisés par les client-e-s avant de partir à la poubelle. Toutes ces étapes invisibles sont aussi responsables d'une grande part de gaz à effet de serre, que l'on appelle les émissions indirectes.

UN BILAN CARBONE, ÇA RESSEMBLE À QUOI ?

C'est là que le bilan carbone devient utile. À quelle étape mon épicerie émet-elle le plus et donc que faut-il cibler pour réduire ses émissions? Impossible d'y répondre sans faire un bilan complet des émissions directes et indirectes de l'entreprise.

Des organismes comme le GHG Protocol et l'ADEME ont donc mis en place une démarche pour aider les entreprises à calculer leurs émissions en les répartissant en trois catégories, ou scopes en anglais :

Le scope 1 regroupe les émissions directes de l'entreprise, comme les procédés chimiques et autres installations, ou les véhicules de l'entreprise.

Le scope 2 concerne les émissions indirectes provenant de la consommation énergétique: électricité, chauffage, climatisation, etc.

Le scope 3 réunit toutes les autres émissions indirectes de l'entreprise. On retrouve par exemple les émissions du transport de marchandises et d'employé-e-s, les émissions de la chaîne de production des produits vendus par l'entreprise, leur utilisation et leur fin de vie.

Un bilan carbone simple se limite aux scopes 1 et 2. Pourtant, les émissions du scope 3 peuvent représenter une très grande part des émissions de l'entreprise.

LE SCOPE 3, CETTE BOÎTE DE PANDORE!

Les premiers bilans carbone qui se contentaient des scopes 1 et 2 rataient de nombreuses catégories d'émissions, ce qui ne permettait pas de développer les actions de réduction les plus pertinentes. Prenons en exemple le traditionnel débat entre véhicules thermiques et véhicules électriques.

Pour un fabricant de voitures thermiques, son bilan carbone simple pointerait probablement du doigt les émissions liées à la consommation électrique des bâtiments et machines (scope 2). Les recommandations d'actions seraient alors sur l'économie d'énergie, l'isolation ou encore l'utilisation d'énergies renouvelables. Le constat serait le même pour un constructeur de véhicules électriques, les procédés de fabrication étant plus ou moins comparatifs.

C'est en prenant en compte le scope 3 que l'on commence à voir des écarts entre les deux types d'autos et à pouvoir comparer les technologies. Pour les véhicules thermiques, c'est l'utilisation, et donc les émissions liées à la consommation de carburant, qui explosent le score carbone. Et plus le véhicule est utilisé longtemps et de manière intensive, plus son bilan carbone s'alourdit.

Dans le cas du véhicule électrique c'est l'inverse! C'est la fabrication, particulièrement l'extraction particulièrement l'extraction de métaux rares, ainsi que la fin de vie (de ces mêmes métaux rares dans les batteries!) qui sont sources d'émissions. En revanche, plus la voiture sera utilisée, plus le bilan carbone de chaque kilomètre parcouru va baisser et plus la technologie pourra être vue comme « propre » comparativement aux véhicules traditionnels. Pour les véhicules électriques, la réduction passera donc par le recyclage des batteries et l'intensification de l'utilisation des véhicules, possible par l'autopartage par exemple.

Donc à l'éternelle question « Est-ce vraiment bon pour la planète de rouler en électrique? », seul un bilan carbone complet peut y répondre, ou une analyse de cycle de vie dans le cas de produits! Et il ne dira pas : « cette option est moins polluante que l'autre ». Il dira « cette option est préférable au bout de... et seulement si... ». 📱



PHOTO : © MATHEU B. MORIN

CÉLÉBRER LA TERRE PAR L'ACTION!

ISABELLE PADULA

JOURNALISTE

Le Jour de la Terre est né grâce à une mobilisation citoyenne initiée par deux Américains : Gaylord Nelson, sénateur du Wisconsin et Denis Hayes, un étudiant de la faculté de droit de l'université Harvard. Ensemble, ils mobilisent, le 22 avril 1970, 20 millions de personnes qui se déplaceront pour manifester contre les pollueurs et célébrer la nature. Ce moment coïncide avec la première photo captée de la Terre vue de l'espace et met de l'avant une prise de conscience sans précédent de l'interdépendance planétaire et des ressources limitées dont la Terre dispose. Dans la foulée de cet événement, le président des États-Unis Richard Nixon propose la création de l'Environmental Protection Agency, afin d'étudier et de protéger la nature et la santé des Américains. En 1990, le mouvement s'internationalise et Le Jour de la Terre est souligné pour la première fois.

Le Jour de la Terre, initialement actif depuis 1995 au Québec et dans la francophonie, est devenu depuis le 17 octobre 2022 : Jour de la Terre Canada. En plus d'organiser une campagne de sensibilisation le 22 avril, cet orga-

nisme de bienfaisance propose des programmes environnementaux et des projets dans divers domaines tels la gestion des matières résiduelles, la lutte au gaspillage alimentaire ou encore la mobilité durable et accompagne les individus, les municipalités et les organisations pour une diminution de leur impact sur l'environnement. Cette année, la campagne du Jour de la Terre invite les citoyen-ne-s à agir et à soutenir les organisations environnementales qui œuvrent tout au long de l'année dans le même but de sensibilisation, de mobilisation et d'action autour des enjeux environnementaux.

Pour en savoir plus, visitez le <https://jourdelaterre.org/qc>



PÉPIN EN TÉLÉCOM?



« La CPRST (Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision) aide à régler les plaintes au sujet des services de télévision, téléphonie résidentielle, sans fil et Internet. C'est gratuit. »



DES ACTIONS CONCRÈTES POUR DIMINUER LA POLLUTION AGRICOLE DIFFUSE AU LAC SAINT-PIERRE



L'Association de la gestion intégrée de la rivière Maskinongé (AGIR Maskinongé) a réalisé un important projet destiné à la protection de l'eau douce qui a permis de réduire la pollution agricole diffuse au lac Saint-Pierre en conduisant des actions concrètes aux champs. L'organisme a coordonné ce projet en partenariat avec la Fédération de l'UPA de la Mauricie (FUPAM), avec pour objectif commun de diminuer les apports en sédiments au lac Saint-Pierre via plusieurs approches terrain.

11 ENTREPRISES AGRICOLES PARTICIPANTES

Ferme Agri G.L. Inc.
Ferme Denis Desaulniers Inc.
Ferme de Raphaël Grenier Damphousse
Ferme Gilles et Sylvain Laurent Inc.
Fermes Héroux et Frères Inc.
Ferme J.S. Savoie Inc.
Ferme M.G. Pichette Inc.
Ferme Production Mirio (2014) Inc.
Ferme Renidel Inc.
Ferme Sylcou
Ferme Vertefeuille 2000 Inc.

Plus de
50 hectares
de cultures
de couverture

2 ponceaux
agricoles stabilisés

2,5 hectares
de silphie
implantée

1 souche
obstruant
un cours d'eau
retirée

2,2 hectares
de coulées agricoles
reboisées

Plus de
**270 arbres
et arbustes**
plantés



PARTENAIRES



POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
Mauricie

L'Union des producteurs agricoles



AGIR Maskinongé est un organisme de bassin versant qui a pour mandat de planifier et coordonner la mise en œuvre de la gestion de l'eau de la zone de gestion intégrée des ressources en eau de la rivière Maskinongé.



450-752-4868 / info@agirmaskinonge.com / www.agirmaskinonge.com

Ce projet a été réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada.



Un projet d'agrandissement qui ne laisse pas indifférent

Le lundi 13 mars dernier, le Bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE) donnait une séance d'information à la salle du tricentenaire de Champlain concernant l'agrandissement du lieu d'enfouissement technique (LET) de la municipalité. Une centaine de personnes y ont assisté afin d'entendre les renseignements documentés par le BAPE et poser leurs questions par rapport au projet.

JÉRÉMIE PERRON
JOURNALISTE

LE BULLETIN
des Chenaux

LE BULLETIN
de Mékinac

Les questions et inquiétudes de la population concernaient principalement l'environnement et la pérennité du lieu d'enfouissement, en particulier les mesures de contention, le respect de la faune et de la flore et les rejets dans l'atmosphère. Des questions légitimes qui ont presque toutes trouvé réponse.

QU'EST-CE QUE LE BAPE

Le BAPE est un organisme fondé en 1978 qui a pour mission d'éclairer la prise de décision gouvernementale en transmettant au ministre responsable de l'Environnement des constats et des avis qui prennent en compte les préoccupations de la population et qui s'appuient sur les 16 principes de la Loi sur le développement durable.

Pour réaliser sa mission, le BAPE offre les conditions propices pour que les citoyennes et citoyens puissent s'informer et s'exprimer. À cette fin, il veille à ce que toute l'information disponible et pertinente soit rendue publique. Les constats et avis de ses commissions d'enquête sont le fruit d'une analyse rigoureuse qui intègre les enjeux écologiques, sociaux et économiques.

LE PROJET

Le projet d'agrandissement du LET de Champlain qui, à première vue, peut sembler perturbant pour l'environnement, est pourtant un projet mûrement réfléchi et documenté. Tous ses détails sont affichés sur le site Web d'Énercycle en recherchant spécifiquement le site d'enfouissement de Champlain.

En bref, le site sera agrandi afin de poursuivre ses activités et de maintenir des tarifs convenables pour les résidents de la MRC des Chenaux concernant l'enfouissement de leurs résidus ultimes, mais aussi afin d'accueillir un type particulier de résidus provenant de centres de valorisation des résidus de construction-rénovation-démolition (CRD). C'est pour l'enfouissement de ces résidus que la capacité annuelle du site devra passer de 150 000 à 250 000 tonnes pour les 20 prochaines années. Ces centres sont aux prises avec une problématique d'accumulation de résidus fins non valorisables qui mettent en péril la continuité de leurs opérations. Ces dernières permettent une réduction considérable des résidus ultimes qui, normalement, aboutiraient à l'enfouissement et qui, grâce à eux, sont plutôt revalorisés. L'agrandissement du site de Champlain apportera donc une solution sécuritaire pour les 20 prochaines années à ces centres de tri qui contribuent grandement à réduire les déchets ultimes partout au Québec.

Stéphane Comtois, directeur général d'Énercycle, a souligné la différence considérable entre les dépotoirs d'il y a 20 ans et les lieux d'enfouissement technique d'aujourd'hui. Ces installations sont maintenant conçues de manière à contenir toute matière découlant des opérations. Les cellules d'enfouissement sont construites sur 30 mètres d'argile et ceinturées de murs de bentonite afin de bien contenir les solides et les liquides. Que ce soient les eaux de percolation ou de ruissellement ou les biogaz, l'entreprise met tout en œuvre pour minimiser l'impact sur l'environnement.

Les biogaz sont, entre autres, utilisés par l'entreprise Diana food qui se trouve juste à côté du site, mais aussi pour chauffer les eaux de traitements,



PHOTO : GRACIEUSEMENT ÉNERCYCLE

l'hiver, afin de maximiser l'efficacité du traitement.

LA MRC APPUIE DE FAÇON UNANIME LE PROJET

Les représentants de la MRC sont conscients que la durée d'opération du LET, qui sera de 20 ans, n'est pas énorme. Ils espèrent que d'ici là, de nouvelles techniques seront découvertes afin de pouvoir poursuivre les opérations à Champlain.

Le ministère de l'Environnement exerce une grande pression financière sur les municipalités pour l'accumulation d'une réserve post-fermeture du LET. «Le délai pour la constitution de cette réserve n'est pas réaliste et a été augmenté récemment de façon importante par le gouvernement, nous confie Guy Veillette, préfet de la MRC. Une entente avec une entreprise qui opérera ce site évitera de transférer cette pression financière aux citoyens.»

Zone de traitement des eaux.



SOURCE : GRACIEUSEMENT ÉNERCYCLE

Zone d'agrandissement projeté.

**DESTRUCTION
DE DOCUMENTS
CONFIDENTIELS.
SERVICE AU COMPTOIR
DISPONIBLE.
INFORMEZ-VOUS!**



**GROUPE
rcm**
COLLECTE, TRI
ET DÉCHQUETAGE

On s'en occupe.

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com





**René
Villemure**
Député de Trois-Rivières

819-371-5901

1634, rue Notre-Dame Centre, Niv. 1 Local 3, Trois-Rivières, Qc G9A 6E5

L'urgence de se réconcilier avec la biodiversité

Pendant des décennies, la crise liée aux enjeux climatiques et celle reliée à l'érosion de la biodiversité ont été abordées de manière distincte : à chacun sa convention, sa communauté de scientifiques ou encore son organisme. Aujourd'hui, bon nombre de chercheurs démontrent le besoin de créer des ponts entre ces deux crises. Le rapport *Climat et biodiversité : redéfinir notre rapport à la nature*, rédigé par le Comité consultatif sur les changements climatiques, invitait d'ailleurs récemment le gouvernement du Québec à « considérer la crise de la biodiversité selon les mêmes niveaux d'urgence et d'attention que ceux accordés à la crise climatique ». Jérôme Dupras, professeur en économie écologique, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie écologique et bassiste du groupe *Les Cowboys Fringants* est également co-auteur de ce rapport. L'Université du Québec à Trois-Rivières a organisé récemment une journée sur le développement durable avec une série de conférences dont celle de Jérôme Dupras qui a présenté notamment les solutions nature, les co-bénéfices qu'elles génèrent pour la biodiversité et leurs rôles dans l'adaptation aux changements climatiques.



ISABELLE PADULA
JOURNALISTE

LES SOLUTIONS NATURE

Les solutions fondées sur la nature ou les solutions nature représentent un ensemble d'actions promouvant les écosystèmes dans la lutte aux changements climatiques. « Les solutions nature ça séquestre, ça stocke le carbone, ça génère des éco-bénéfices et c'est également la meilleure arme pour faire de l'adaptation bioclimatique », explique Jérôme Dupras. Au Québec, on a la chance d'avoir un immense territoire. Mais cette nature même si on a de grands espaces met en danger plus de 500 espèces floristiques qui sont menacées ou vulnérables et 150 espèces fauniques menacées de disparitions.

Outre la question des espèces menacées, Dupras insiste sur l'importance de prendre en compte le taux de changement des écosystèmes. Le taux de changement part de l'hypothèse que toutes les espèces ont une niche écologique et une aire de répartition. Certaines espèces vivent à telle latitude parce c'est le bon climat, la bonne humidité, bref c'est leur habitat. L'hypothèse est qu'avec le réchauffement climatique, plusieurs espèces vont migrer vers le nord. On le constate d'ailleurs déjà dans nos milieux ruraux et urbains avec des déplacements d'espèces qui sont souhaitées, d'autres moins souhaitables parce que certaines espèces sont porteuses de maladies ou encore envahissantes. Certaines études démontrent que dans une cinquantaine d'années on aura un taux de chan-

gement majeur des écosystèmes. Ainsi, la composition de nos écosystèmes ne sera pas la même ni au niveau floristique ni au niveau faunique.

Cette réalité projetée nous fait poser des questions éthiques, morales et de fonctionnalité écologique. Il y a plusieurs chantiers et plusieurs types de réponses aux crises climatiques et de biodiversité. La feuille de route que propose les solutions nature se détaille en deux points.

PROTECTION DE NOTRE TERRITOIRE

Le Québec et le Canada promettent de protéger 30 % de leur territoire d'ici 2030. Or, le Québec est une des seules provinces à avoir atteint les objectifs préalables d'Aichi en protégeant 17 % de son territoire en 2020. C'est un pas dans la bonne direction mais cette protection a principalement été réalisée dans le nord. Il est fort important de protéger cette partie du territoire mais le nord représente également une opportunité plus facile de faire de la protection de plus grands espaces avec moins de compétitions pour l'utilisation des sols. L'engagement de protéger 30% du territoire doit se réaliser en accentuant d'ici 2030 la protection dans le sud du Québec. Cet engagement en est un du Canada et du Québec mais les régions, les MRC et les villes doivent aussi prendre des engagements solides pour l'atteinte de cet objectif.

L'INTER-CONNECTIVITÉ

Lorsqu'on a protégé notre territoire, il faut ensuite l'interconnecter. Comment? En favorisant des pratiques

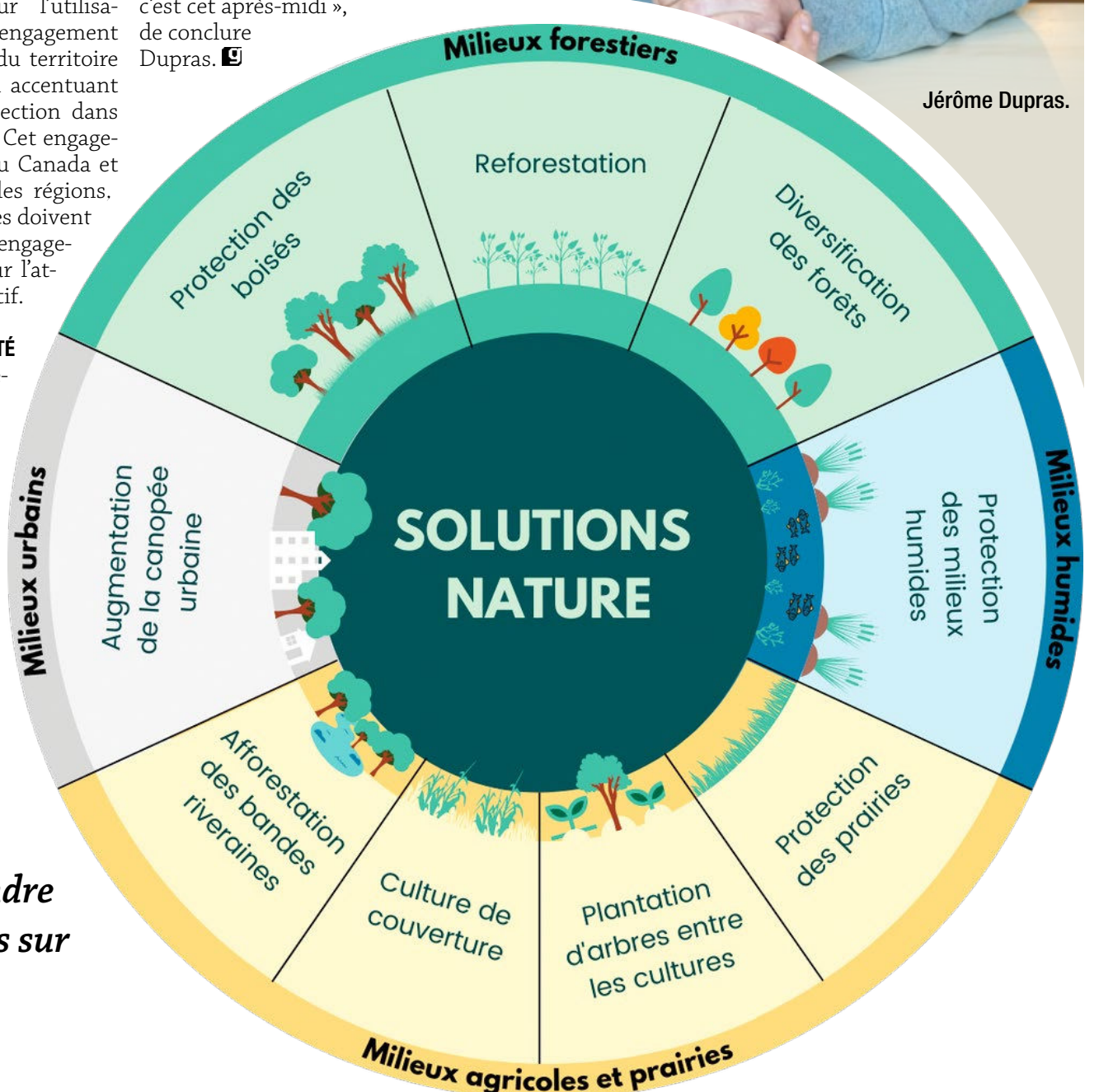
agro-environnementales et de foresterie durable, le verdissement urbain et en donnant accès à la nature. L'accessibilité à cette nature est primordiale selon Dupras car on peut bien avoir de meilleures théories et de meilleurs modèles mais s'il n'y a pas d'acceptabilité sociale, s'il n'y a pas un contrat social humain/nature, la transition écologique n'opérera pas. Lorsqu'on accède à la nature, lorsqu'on se sent bien dans une forêt, on veut la protéger parce qu'on connaît ce qu'on aime et on protège ce que l'on aime.

L'AGENDA DES SOLUTIONS NATURE

«Ce profil socio-écologique, c'est ça l'agenda des solutions nature. On a besoin du politique pour encadrer cela, des entreprises pour se coller à ces agendas et de citoyens pour sensibiliser et mobiliser. Ce qui est dans les conventions sur la diversité biologique, c'est qu'on doit devenir en 2050 positif pour la nature, ce qui est l'équivalent de carbonégaatif. Au Québec notre premier défi est de développer ce réseau d'aires protégées à 30% en 2030 et si 2050 c'est demain matin, 2030 c'est cet après-midi », de conclure Dupras. 



Jérôme Dupras.



« D'ici la fin de notre siècle, il y a un taux de changement de composition des écosystèmes de plus de 80%. Donc cela veut dire que lorsque nos petits-enfants vont aller prendre une marche en forêt, 8 espèces sur 10 ne seront plus les mêmes. »

– Jérôme Dupras »

Trésors du terroir de la Mauricie

En plus de titiller notre fierté et notre fibre gourmande, prioriser les produits du terroir constitue un geste positif envers l'environnement.

GENEVIÈVE QUESSY
JOURNALISTE

Choisir des produits alimentaires cultivés ou transformés à proximité implique que les aliments ont parcouru moins de kilomètres pour arriver dans notre assiette, ce qui réduit souvent la quantité d'emballages, mais également celle des gaz à effet de serre causés par l'entreposage et le transport.

C'est aussi l'assurance que les procédés de fabrication utilisés respectent les normes environnementales canadiennes en matière d'utilisation de pesticides et d'engrais, des normes parmi les plus sévères au monde.

Opter pour des produits locaux, c'est une façon de valoriser le savoir-faire des artisans, tout en stimulant l'économie locale, ce qui préserve des emplois dans nos collectivités. C'est aussi l'occasion, à titre d'hommage envers la Terre, de savourer avec reconnaissance le plaisir unique de découvrir la spécificité et le goût de notre terroir.

Ruelle des Pointes de la Microbrasserie À la Fût

La microbrasserie À la Fût, fondée à Saint-Tite en 2007, s'est fait une spécialité de brasser des bières utilisant des ingrédients 100 % québécois. La Ruelle des Pointes est une bière blanche fabriquée à partir de fraises et de rhubarbe produites par les Boissons du Roy, une entreprise agricole de Sainte-Anne-de-la-Pérade qui se consacre à l'élaboration de boissons à base de fruits cultivés sur ses terres.

Une partie des grains maltés entrant dans la composition de la Ruelle des Pointes provient de la malterie Le Maltraiteur, établie à Trois-Rivières. L'autre partie vient de la malterie Caux-Laflamme, de Saint-Patrice-de-Beaurivage, et le houblon est issu de l'houblonnière Houblons des Jarrets Noirs, de Saint-Bernard. C'est Le Labo Solutions brassicoles, situé à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, qui fournit la levure.

La Ruelle des Pointes titre 2,5 % d'alcool seulement, une bière légère comme le printemps !

670, rue Notre-Dame, Saint-Tite
www.alafut.qc.ca

Les Champignons du Lac-Édouard

Cueillis par Lorraine Hallé dans les forêts environnantes de Lac-Édouard, les champignons frais, déshydratés ou en poudre de son entreprise, Champignons du Lac-Édouard, nous révèlent le goût du terroir de la Haute-Mauricie.

Bolets, lactaires à odeur d'érable, craterelles en tubes ou champignons crabes, ces trésors des sous-bois sont disponibles en ligne ou à la boutique, ainsi que sur les tables de plusieurs restaurants.

Mycologue certifiée, Lorraine Hallé donne des formations de cueillette de champignons sur le terrain durant la saison. Il est bientôt temps de s'inscrire en prévision de l'été !

265, rue Principale, Lac-Édouard
819 653-2052
<https://champignonslacedouard.com>

Amoretto de Wabasso

La distillerie Wabasso, de Trois-Rivières, n'en finit plus de nous étonner par sa créativité et son esprit novateur. Sa plus récente création ? Un amaretto québécois, mariant la délicate saveur de l'amande à celles du chocolat noir et de l'orange.

Aussi délicieuse dans un café alcoolisé que dans un tiramisu ou un rafraîchissant cocktail, cette liqueur d'amande fabriquée en Mauricie a tout ce qu'il faut pour devenir un grand classique du bar.

Nommée en l'honneur de la Wabasso Cotton Company, la distillerie éponyme a été fondée en 2017 par deux entrepreneurs, Maxime Vincent et Guyaume Parenteau. Le nom Wabasso signifie « lapin blanc comme neige » dans la langue de la Première Nation des Ojibwés.

1020, rue Albert-Durand, Trois-Rivières
<https://distilleriewabasso.com>

Ferme Le Crépuscule

Certifiée biologique depuis 31 ans, la ferme Le Crépuscule renouvelle la tradition et célèbre le printemps en ouvrant les portes de sa cabane à sucre gastronomique aux gourmands.

Cuisinés par l'équipe de la ferme uniquement à partir de produits certifiés biologiques, sur un ancien poêle à bois de chantier datant de 1897, les plats du menu traditionnel sont servis à volonté, dans une ambiance familiale. Il est également possible d'avoir un repas sans gluten. Tire sur neige, visite de la ferme et randonnée en forêt complètent le programme.

La ferme Le Crépuscule assure une production maraîchère et acéricole, tout en faisant l'élevage de poulet, bœuf, porc et poules pondeuses. Elle offre ses produits en vente sur place et en ligne.

1321, chemin de la Grande-Rivière Nord, Yamachiche
www.fermelecrepuscule.com



Les Champignons du Lac-Édouard

PHOTO : COURTOISIE CHAMPIGNONS DU LAC-ÉDOUARD



Ruelle des Pointes de la Microbrasserie À la Fût

PHOTO : COURTOISIE MICROBRASSERIE À LA FÛT



Amoretto de Wabasso

PHOTO : COURTOISIE DISTILLERIE WABASSO



Ferme Le Crépuscule

PHOTO : COURTOISIE FERME LE CRÉPUSCULE

Des livres anti-gaspi inspirants!

Si vous vous souciez de votre impact environnemental, vous tentez peut-être de limiter les achats inutiles et les cadeaux superflus! Peut-être avez-vous aussi dans votre entourage des personnes qui ne sont pas aussi sensibilisées que vous et vous cherchez la bonne façon de les initier en douceur? La diminution du gaspillage alimentaire est une très bonne porte d'entrée puisque ce geste fait partie des actions qui permettent le plus de diminuer son impact environnemental! Et si, au contraire, vous avez des personnes très soucieuses de leur empreinte écologique, un livre qui présente des solutions concrètes sera tout à fait de mise!

ÉLISABETH PARADIS

COLLABORATRICE

Défis zéro gaspi : Techniques et canevas pour réduire le gaspillage alimentaire

Florence-Léa Siry

L'experte de la lutte au gaspillage alimentaire Florence-Léa Siry nous présente son 4e livre. Elle divise celui-ci en quatre chapitres, désignant les quatre endroits où se trouvent nos aliments : le comptoir, le frigo, le garde-manger et le congélateur. Pour chacun de ces endroits, elle nous lance plusieurs défis accessibles pour réduire notre gaspillage, en plus de 31 canevas de recettes à adapter selon ce que vous avez sous la main!



PHOTO : GRACIEUSETÉ DE FLORENCE-LÉA SIRY

Cuisiner sans recettes : Guide de résilience alimentaire
Véronique Bouchard

Véronique Bouchard, fermière de famille et agronome, nous indique qu'en se procurant son ouvrage, il pourrait s'agir de notre dernier livre de recettes! L'autrice nous accompagne dans la réappropriation d'une culture culinaire résiliente, qui se base sur ce que la terre a à nous offrir, au fil des saisons. Vous y découvrirez une foule d'informations pertinentes et inspirantes pour vous aider à cuisiner sans recette, en plus de vous proposer des variations de recettes de base faciles à adapter.



PHOTO : GRACIEUSETÉ DE VÉRONIQUE BOUCHARD

Mieux conserver ses aliments pour moins gaspiller
Anne-Marie Desbiens

Ce livre est définitivement la bible de la conservation des aliments. Vous y trouverez une mine d'informations détaillées sur les méthodes de conservation, du réfrigérateur au congélateur, en passant par les emballages et les dates de péremption. En plus d'être très bien vulgarisé, le livre est parsemé d'images rigolotes qui aident à la compréhension des concepts de chimie des aliments. On n'appelle pas l'autrice Anne-Marie Desbiens La Foodie Scientifique pour rien!

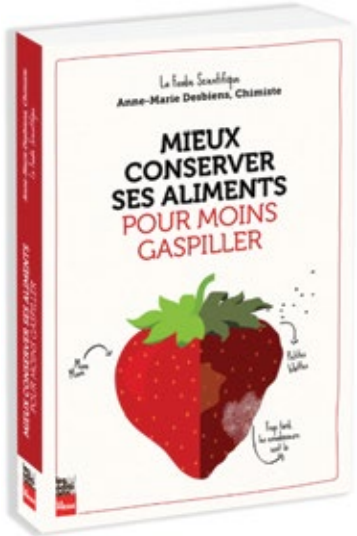


PHOTO : GRACIEUSETÉ D'ANNE-MARIE DESBIENS

Sauve ta bouffe : guide et recettes pour réduire le gaspillage alimentaire au quotidien
Les AmiEs de la Terre de Québec

Sauve ta bouffe est un projet initié par les AmiEs de la Terre de Québec. Leur livre fait un tour d'horizon complet en commençant par quelques statistiques sur le gaspillage alimentaire, des astuces d'organisation et des recettes anti-gaspi. Ce qui le distingue vraiment, ce sont les 50 fiches d'aliments qui résument comment les conserver et les cuisiner dans leur entièreté. De plus, le livre contient un précieux guide de substitution des aliments.



PHOTO : GRACIEUSETÉ DES AMIES DE LA TERRE DE QUÉBEC

MENTIONS SPÉCIALES

Voici deux livres en mention spéciale, car ils ne portent pas spécifiquement sur le sujet du gaspillage alimentaire, mais ils y touchent, en plus d'aborder d'autres sphères de l'alimentation durable.

Sauver la planète une bouchée à la fois
Bernard Lavallée

Ce livre représente une excellente entrée en matière pour quiconque souhaite avoir une alimentation respectueuse de l'environnement. Bernard Lavallée, aussi connu comme le Nutritionniste Urbain, nous donne plusieurs astuces pour manger local, moins gaspiller, diminuer sa consommation de viandes, et plus encore.



PHOTO : GRACIEUSETÉ DE BERNARD LAVALLÉE

Mangez local!
Julie Aubé

Ce livre écrit par la nutritionniste Julie Aubé nous offre toutes sortes d'astuces pour s'alimenter au gré des saisons. Cela qui inclut en détail les techniques de conservation qui permettent de moins gaspiller comme la congélation, la mise en conserve, la fermentation et la déshydratation. L'autrice vient d'ailleurs de publier le tome 2.



PHOTO : GRACIEUSETÉ DE JULIE AUBÉ

PASSEZ AU SUIVANT

En terminant, gardez le réflexe de passer vos livres au suivant quand vous les avez terminés et invitez vos proches à faire de même! Ainsi l'achat d'un livre pourra servir à plusieurs membres de votre famille ou de votre cercle d'amis. Le cadeau le plus écologique est celui qui n'a pas utilisé de nouvelles ressources, comme un livre qui est déjà dans votre bibliothèque.

Bonne lecture! 📖



Jour de la Terre
TROIS-RIVIÈRES

22 AVRIL 2023

MARCHE DES
GÉNÉRATIONS
POUR L'ENVIRONNEMENT

13H00
Départ du
Stationnement
Papineau
Cégep de Trois-Rivières

tp

CITOYENNES
MONDE
RICHES
NOUS

Les retombées économiques de l'achat local d'aliments

Considérant que l'alimentation représente 20 % de notre budget de consommation courante, le remplacement d'aliments importés par des aliments produits localement a un impact considérable sur notre économie et notre environnement.



ALAIN DUMAS
ÉCONOMISTE

Par exemple, lorsqu'on achète un poulet qui a été élevé et abattu ailleurs dans le monde, nous utilisons notre argent pour payer une entreprise à l'étranger ainsi qu'un transporteur international émetteur de gaz à effet de serre (GES) et de nombreux intermédiaires. Au final, une infime partie de cet argent dépensé reviendra dans l'économie locale. À l'inverse, si je décide d'acheter un poulet produit localement, la majeure partie de ma dépense ira dans notre économie et contribuera à maintenir ou à créer des emplois dans la région, tout en minimisant les émissions de GES.

Si chaque consommateur québécois remplaçait 12 dollars par semaine de ses achats de produits étrangers par des aliments du Québec, cela permettrait d'injecter un milliard de dollars supplémentaires par année dans l'économie du Québec. Si minime soit-il, ce montant de 12 dollars augmenterait la part d'achat auprès des fournisseurs locaux de 51 % à 56 %.

LES DÉPENSES DES UNS SONT LES REVENUS DES AUTRES

Acheter des aliments locaux a un effet multiplicateur sur l'économie régionale, car cette dépense génère des revenus qui stimulent l'achat d'autres produits et services locaux, formant ainsi une boucle qui fait rouler l'économie locale.

Plus les producteurs locaux perçoivent des revenus, plus grands sont les montants qu'ils versent à leurs fournisseurs et partenaires locaux. L'achat local a ainsi un impact positif sur les achats d'équipements et de services auprès d'entreprises locales et sur l'embauche de personnes du milieu, lesquelles feront à leur tour faire des dépenses dans l'économie locale.

Des études montrent qu'un dollar dépensé chez un producteur local génère une dépense supplémentaire de 2 \$ à 2,50 \$ dans le circuit économique régional. Voyons comment. Comme nous venons de le souligner, acheter 100 \$ d'aliments locaux entraîne un revenu de 100 \$ pour les producteurs locaux. Sachant que cette dépense et ce revenu sont taxés et imposés à hauteur de 40 %, les 60 \$ restant sont réinjectés dans le circuit local, ce qui entraîne une deuxième vague de production locale et un nouveau revenu de 60 \$, qui entraînent à leur tour une autre dépense auprès de fournisseurs locaux, et ainsi de suite. Au final, les 100 \$ initialement dépensés pourraient donc générer jusqu'à 250 \$ de nouvelles dépenses dans l'économie locale. On parlerait alors d'un effet multiplicateur de 2,5 dans l'économie locale.

Notons enfin que les prélèvements de taxes et d'impôts à chaque étape du circuit procurent aux gouvernements et aux municipalités des revenus qui seront à leur tour réinjectés dans les ser-



PHOTO: DOMINIC BÉRUBÉ

vices publics, tels les loisirs, l'éducation ou la santé.

EST-CE PLUS CHER ?

Même si une proportion de 75 % des consommateurs sont prêts à payer un supplément pour des aliments locaux, des études montrent que ceux-ci ne coûtent vraiment pas plus chers. Des chercheurs de l'Université de Dalhousie, qui ont comparé les prix de 134 produits locaux avec les prix de 431 produits importés, ont montré que le prix des produits locaux était en général identique ou moins cher que les produits étrangers dans 70 % des aliments étudiés.

Par ailleurs, quand on compare les prix, on doit aussi tenir compte de la qualité des produits et des conditions de travail des personnes impliquées dans leur production. Lorsqu'on importe des aliments « pas chers » d'un pays qui astreint de très jeunes enfants à travailler de longues heures chaque jour dans des conditions de travail et des salaires misérables, nous sommes complices d'un commerce inéquitable, et donc de bas prix injustes. Au contraire, l'achat d'aliments locaux est une forme d'assurance, car les lois du travail d'ici, quand elles sont respectées, garantissent des conditions d'emplois et des salaires qui répondent à des normes minimales.

Les retombées économiques des achats d'aliments locaux sont donc réelles et nombreuses, de même que les retombées sur l'environnement, puisque l'achat local épargne la planète de millions de tonnes de gaz à effet de serre que génère le transport international.

Différence enracinée

PRÉSENTE LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET D'ÉCONOMIE SOCIALE DU TERRITOIRE

Épisode 7 : Déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme et handicap

BALADO D'ICI

POUR LES GENS D'ICI

*Disponible en audio sur countrypop.ca et en vidéo sur Youtube.

La prise en charge de la culture par l'État québécois

Pour mieux comprendre le modèle québécois actuel, il convient de revenir à la naissance du ministère de la Culture, l'un des principaux piliers gouvernementaux issus de la Révolution tranquille, une période qui marque un tournant dans l'évolution d'une musique proprement québécoise.



JEAN-FRANÇOIS
VEILLEUX

HISTORIEN

Malgré la constitution d'archives nationales dès 1920 et la fondation de la Commission des sites et monuments historiques du Québec en mars 1922, il faut attendre les décennies 1950 et 1960 pour que l'État québécois s'intéresse davantage au domaine culturel. La publication du rapport provincial de la commission Tremblay (1956) « affirme la nécessité d'une intervention soutenue de l'État dans le domaine culturel ».

Par contre, c'est le gouvernement de Jean Lesage, élu en juin 1960, qui jette les bases d'une véritable révolution en matière de responsabilisation de l'État face à la culture. En pleine ébullition du sentiment nationaliste, et afin de contribuer à l'affirmation de l'identité et de la vitalité culturelle québécoise, Lesage met sur pied le premier ministère des Affaires

culturelles le 24 mars 1961 et en confie la direction à Georges-Émile Lapalme (1907-1985). Toutefois, ce dernier constate qu'il n'est pas vraiment pris au sérieux par ses collègues du Conseil du trésor, ce qui le pousse à démissionner le 3 septembre 1964. La création de notre ministère de la Culture ne survient que deux ans après une initiative semblable en France en 1959, menée par Charles de Gaulle, qui attribue à André Malraux ce ministère.

Le Québec est ainsi la première province canadienne à se doter d'un tel outil d'émancipation culturelle. En effet, Ottawa ne dispose que du Conseil des arts du Canada (1957).

Dès 1964, le gouvernement du Québec est conscient qu'il faut sortir de la « stagnation » et de la « misère musicale » qui touchent le Québec. Un premier Livre blanc sur la culture, publié en 1965 et signé par Pierre Laporte (1921-1970), présente l'État québécois comme « l'incarnation politique de la nationalité canadienne-française et comme la mobilisa-

teur des énergies collectives ». L'intervention étatique devient une pressante nécessité. Dès 1966, l'État crée la Société de musique contemporaine du Québec (SMCQ), alors que le ministère des Communications est créé en décembre 1969 par Jean-Jacques Bertrand (1916-1973). Au début des années 1970, le gouvernement Bourassa réaffirme la primauté du fait français au Québec. À cette époque, les intellectuels comprennent rapidement que « [l']État du Québec est, pour l'instant, l'instrument fondamental que les Québécois possèdent pour réaliser leur identité culturelle ». Dix ans après la création du ministère des Affaires culturelles, son budget atteint 17 millions de dollars, pour l'année fiscale 1970-1971, comparativement à un milliard pour l'Éducation.

Cette période d'émergence du nationalisme québécois culmine du côté gouvernemental avec le Livre vert de Jean-Paul L'Allier (1938-2016), intitulé « Pour l'évolution de la politique culturelle » (mai 1976). Ce document énonce

explicitement le rôle majeur de la chanson québécoise dans la définition de l'identité québécoise. Selon l'expression de Bruno Roy (1943-2010), on se rend à l'évidence que le Québec est l'expression politique du Canada français. Même le député-poète Gérald Godin (1938-1994) admet la pertinence des réflexions de L'Allier.

Selon Bruno Roy, les gouvernements n'aident pas de façon tangible le domaine de la chanson québécoise avant la création d'un premier festival, sous l'égide du ministère des Affaires culturelles : la Chant'Août (1975). Or, Guy Frégault concède que « Québec était conscient du problème » tout en ayant négligé la chanson par le passé. En mars 1975, ce ministère annonce « toute une politique à l'égard d'un art qu'il reconnaissait alors comme le mode d'expression le plus enraciné et le plus authentiquement québécois ».

Le second Livre blanc sur la culture, celui de Camille Laurin (1922-1999), produit en 1978 – soit un an après l'adoption



Georges-Émile Lapalme, premier titulaire du ministère des Affaires culturelles en 1950.

de la Loi 101 –, vient confirmer l'importance culturelle du français et le rôle de l'État dans sa défense. En effet, le ministre y dénonce aussi la « provincialisation » de la culture québécoise, en exigeant immédiatement son rapatriement intégral. 9

VERSION LONGUE ET SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

9 CULTURE

DEUX INITIATIVES ORIGINALES À SHAWINIGAN POUR SOUTENIR LE MILIEU CULTUREL D'ICI

Quand les étudiant·es répondent présent·es

Le CÉGEP de Shawinigan, en collaboration avec Culture Shawinigan, est au cœur de deux initiatives originales pour soutenir le milieu de la culture de la Mauricie. D'un côté, la revue ShaOUI, un média culturel entièrement rédigé et mis en page par des étudiant·es. De l'autre, une mobilisation régionale pour former des technicien·nes de scène face aux difficultés à trouver de la main-d'œuvre qualifiée.

FRÉDÉRIC LAURIN



Reportons-nous en juin 2022. Plusieurs événements en Mauricie doivent être annulés par manque de technicien·nes de scène, dont des spectacles de Marie-Mai et de Robert Lepage. « À Shawinigan, il manquait des techniciens pour le festival de théâtre de rue. Même des représentations de la pièce Objectif terre ont failli être annulées » ajoute Pierre-Yves Roussel, conseiller aux entreprises à la formation continue du CÉGEP de Shawinigan.

« La COVID a fait fuir ceux qui travaillaient comme artisans à temps partiel, ceux qui n'avaient pas de garantie de travail; ils sont partis prendre d'autres emplois » explique Marc-André Fafard, directeur des services techniques à Culture Shawinigan.

Face à cette pénurie, le milieu culturel de la Mauricie s'est mobilisé. À l'initiative de Culture Shawinigan, le CÉGEP de Shawinigan vient

de démarrer en février 2023 une nouvelle certification en aide-technicien·ne de scène. La première cohorte accueille dix étudiant·es, soit le maximum. On prévoit trois à quatre autres cohortes à terme. « On a une liste d'attente » souligne Pierre-Yves Roussel.

« L'employeur n'est pas Culture Shawinigan, mais la Coopérative de solidarité en technique de scène de la Mauricie » précise Marc-André Fafard. Cet organisme gère une banque commune de personnel et coordonne les affectations des techniciens de scène à travers la région. Elle regroupe notamment Culture Shawinigan, Culture Trois-Rivières, le Festivoix, la Corporation des événements de Trois-Rivières et l'Audi-C Sonorisation. « C'est un partenariat incroyable dans la culture en Mauricie » estime Marc-André Fafard.

Afin de les garder en Mauricie, une bourse à l'embauche de 500\$ sera offerte aux étudiant·es qui travailleront pour la Coopérative. « La Coopérative leur paie aussi le matériel et l'équipement » mentionne Pierre-Yves Roussel.

La formation est financée par la Culture Shawinigan et la Ville de Shawinigan, ainsi que par le CÉGEP de Shawinigan.

Ça vous intéresse? Sachez qu'une séance d'information sur cette certification aura lieu en ligne le 17 avril à 18h.

PROMOUVOIR LA CULTURE, UN ARTICLE À LA FOIS

Depuis l'hiver 2022, la revue ShaOUI contribue à faire rayonner les activités culturelles de Shawinigan. Issue d'une collaboration entre Culture Shawinigan et le programme en arts, lettres et communication du CÉGEP de Shawinigan, la revue culturelle est entièrement rédigée par des étudiant·es dans le cadre de leurs cours de journalisme.

Pour Culture Shawinigan, c'est une façon de faire la promotion des arts et de la culture de la ville. Pour les étudiant·es, ce projet leur permet de se pratiquer à écrire des articles ou des critiques dans un contexte réel et concret. « C'est leur première expérience de journalisme » raconte leur enseignante Marie-Ève Robitaille qui supervise les étudiant·es avec sa collègue

Roxanne Lessard. « Amener les jeunes vers la culture, c'est aussi l'une de nos missions à Culture Shawinigan » ajoute Sandie Trudel, coordonnatrice aux communications et billetterie à Culture Shawinigan.

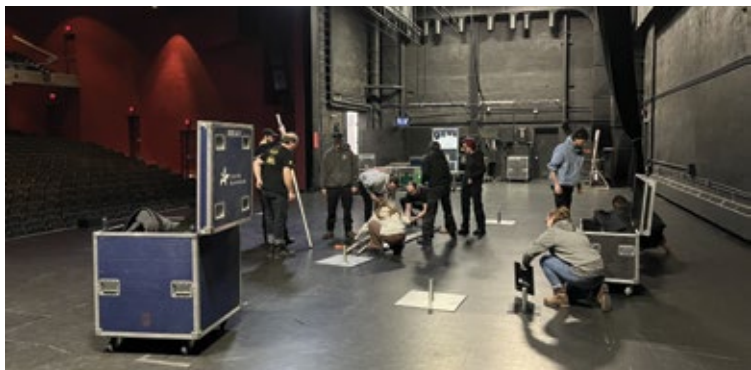
« On apporte à la culture en sachant qu'on en fait la promotion, qu'on annonce des événements. C'est le fun de penser qu'on ne travaille pas dans le vide! » s'exclame l'une des étudiantes du cours.

La revue ShaOUI est transmise en format PDF aux membres de la carte d'accès privilège ShaOUI!, mais aussi au grand public par le biais du site de Culture Shawinigan et du CÉGEP de Shawinigan. « On

cherchait un moyen de diffuser cette revue-là. Donc, on a vraiment fait un lien avec nos 1 200 membres ShaOUI qui reçoivent notre infolettre » explique Sandie Trudel.

Publiée deux fois par année, l'édition hivernale annonce les événements culturels à venir au courant de l'été, par le biais d'articles et d'entrevues avec des artistes, tandis que l'édition automnale offre des critiques culturelles.

Mentionnons enfin que le visuel de la revue est lui aussi assuré par des étudiant·es de l'entreprise-école OPUS du programme Graphisme du CÉGEP de Shawinigan. 9



Les étudiant·es de la première cohorte du certification en aide-technicien·ne de scène du CÉGEP de Shawinigan en plein travail.

DONNER DES FLEURS AU SUIVANT

Patrick Boivin et la musique comme oxygène

Dans le cadre de notre série de portraits d’artistes des quatre coins de la Mauricie, nous avons créé une chaîne intitulée Donner des fleurs au suivant. Le concept ? Chaque artiste nomme la personne suivante que nous allons rencontrer. C’est ainsi que la chaîne s’est rendue jusqu’à Jacques Newashish, qui a nommé l’artiste du mois, Patrick Boivin, bassiste et producteur atikamekw.



MAGALI BOISVERT
JOURNALISTE

Ne cherchez pas de vidéo ou d’article dédié à Patrick Boivin. Celui que Jacques Newashish désigne comme « humble » et « passionné » est fidèle à sa description. Le musicien évoque plus souvent qu’autrement les autres artistes avec lesquels il collabore et parle rarement de son propre talent. On peut le voir sur scène juste derrière les grandes stars autochtones telles que Florent Vollant ou Claude Mckenzie – sans oublier son rôle de conseiller dans le Conseil des Atikamekw de Wemotaci. Portrait d’un musicien de l’ombre qui braque la lumière sur les membres de sa communauté.

Kwei Patrick ! Quel est ton parcours dans le milieu culturel ?

Je suis un musicien qui n’est pas vraiment rattaché à un groupe, j’aime donner un coup de main aux artistes, je joue beaucoup avec un peu tout

le monde, des artistes atikamekw, innus... Par exemple, je suis le bassiste de Scott-Pien Picard, Florent Vollant, là j’ai aussi Pako. Ça fait au-dessus de 25 ans que je fais ça.

Souvent, ce que je me dis, c’est que je ne veux pas regarder la parade passer, j’aime ça être dedans. La musique, ça m’a sauvé la vie. C’est ça qui m’a permis de canaliser mon énergie dans la musique, j’ai rencontré beaucoup de gens dont le défunt Gilles Sioui ; c’était un de mes grands amis dans le temps, qui est décédé. Avec Gilles, j’ai rencontré Florent Vollant. J’ai fait beaucoup de route avec lui, autant dans l’ouest qu’à l’est.

J’ai été chanceux. Ça, c’est parce que je ne me suis pas arrêté, j’ai continué. J’aimais ça. Je me suis toujours dit : “Je vais faire ça pour moi avant tout.” Je suis chez moi, je branche mon instrument, et puis le téléphone sonne ; en ayant des contacts, des discussions avec des gens, on m’appelle.

Ça fait plusieurs éditions que je fais Innu Nikamu [festival autochtone estival à Mani-

Utenam, sur la Côte-Nord, dont la 39e édition se tient cette année]. C’est un peu mon oxygène, mon gaz. Il n’y avait pas beaucoup de spectacles autochtones dans le temps, on n’avait pas Facebook – c’est ça qui amplifie beaucoup nos carrières aussi. On était dans nos communautés, on se promenait un peu à Obedjiwan, Manawan, pas plus. Là, il y a une demande, une bonne écoute au niveau de la musique autochtone. Il y a 20 ans, c’était plus difficile.

Le téléphone a sonné il y a un an, c’était Anne-Karine Tremblay de Musicaction. C’était un projet pour former des producteurs autochtones. Il y avait moi, Mathieu Mckenzie, de Mani-Utenam, sa femme Nelly Jourdain avec qui ils ont le studio Makusham, où Florent Vollant vit, puis Luc Vincent-Savard de Wendake. On était nous quatre à faire ce projet-là, donc on a appris en ayant des mentors, des producteurs établis. Il fallait trouver des artistes, alors j’ai trouvé un artiste qui s’appelle Pascal Ottawa, Pako de son nom d’artiste. [L’album de Pako, *Nanto*, produit par Patrick Boi-



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

vin, est sorti depuis le moment de l’entrevue.]

Je suis contente d’entendre que les initiatives en musique autochtone foisonnent. On n’en entend pas assez parler, selon moi.

C’est une demande, ils ont mis sur place des prix [pour les artistes autochtones] au gala de l’ADISQ, alors on nous invite à prendre la place. C’est à nous, les Autochtones, de répondre, d’y aller. Il y a d’autres artistes, comme Laura Niquay, Maten, Shauit,

on commence à être plus nombreux et plus structurés aussi. Ça va être grandissant, dans ce secteur culturel là, de plus en plus, on en est bien contents.

Qui voudrais-tu que l’on rencontre pour le prochain portrait d’artiste ?

Kellya Awashish de Obedjiwan. J’aime beaucoup ce qu’elle fait, elle confectionne des médaillons et aussi des boucles d’oreilles. C’est beaucoup de travail.

Perdre, c’est gagner : l’œuvre de François Blais

Iris Boudreau, qui a illustré l’affiche de *La classe de monsieur François*, connaissait bien l’écrivain, avec qui elle a collaboré lors de la création du Lac Adélar, un roman d’horreur pour la jeunesse. Son illustration représente la nature de Blais : un mélange de noirceur et de tendresse.

MARILYNE BRICK
COLLABORATRICE

Afin de rendre hommage à François Blais, qui s’est éteint il y a moins d’un an à Charette en Mauricie, les professeurs de littérature David Bélanger et Cassie Bérard ont convié le milieu universitaire et artistique à venir explorer son œuvre dans sa région natale.

LA CLASSE DE MONSIEUR FRANÇOIS

Les 16 et 17 mars derniers se sont réunis près d’une trentaine de littéraires au Musée POP de Trois-Rivières pour commémorer, dans le cadre des journées d’étude et de création sur l’œuvre de François Blais, le parcours de cet auteur grand-mérois devenu incontournable dans le paysage littéraire québécois depuis la parution de son premier roman en 2006.

Organisées grâce au soutien financier de l’Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), du Département d’études littéraires de l’Université du Québec à Montréal (UQAM), de Figura – le centre de recherche sur le texte et l’imaginaire – et du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)

du Canada, ces deux journées d’étude se voulaient une invitation à réfléchir à cette œuvre conséquente et, ce qui est d’autant plus remarquable, si diversifiée : des romans pour adultes aux albums et livres pour la jeunesse en passant par les chroniques dans *Protégez-vous* et les nouvelles éparpillées en revues culturelles, François Blais a élaboré une œuvre d’une cohérence à couper le souffle.

« Le but, c’est de continuer à faire vivre l’œuvre de François », explique Cassie Bérard, professeure à l’UQAM et co-organisatrice de l’évènement avec David Bélanger, nouvellement professeur à l’UQTR. Ce dernier entretenait avec l’écrivain « une relation intéressante, il était presque son critique privilégié. David a traversé l’œuvre de François dans *LQ*, raconte Cassie Bérard, visiblement émue, il a commenté presque chacune de ses œuvres, ce qui explique pourquoi, lorsque François nous a quittés en mai dernier, il nous paraissait clair que nous devions faire quelque chose pour honorer sa mémoire, et pourquoi pas ici, en Mauricie, région que François a si souvent mise en valeur dans ses livres. »

LE CYNISME DANS L’ŒUVRE DE BLAIS

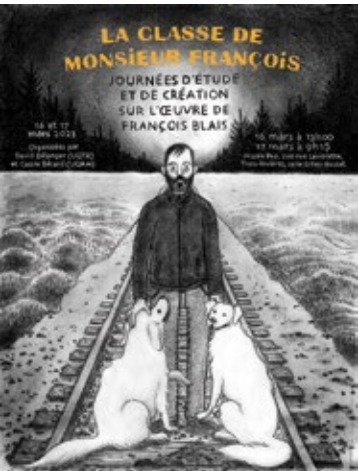
Le qualificatif qui n’a cessé d’être répété pour désigner l’œuvre de l’auteur, qui rappelle celle de Réjean Ducharme, est le « cynisme ». Empreinte d’humour noir, cette œuvre légère et grinçante fait mine de nier la profondeur et la gravité des sentiments humains pour mieux se réfugier dans le trivial, le grivois et le superficiel. Chez Blais, l’amitié « se présente comme une sorte de rempart » contre la tragédie du quotidien, affirme Martine-Emmanuelle Lapointe, professeure à l’Université de Montréal. Loin de prendre ses lectrices et lecteurs pour des idiots, les narrateurs de Blais entretiennent avec ceux-ci une relation ludique, jouant – ou se jouant – des conventions littéraires.

D’une grande lucidité, les personnages, particulièrement railleurs, de Blais sont animés par la volonté de bouleverser et de contester les normes – arbitraires – établies par la société occidentale et capitaliste, pensons « notamment à la performance, au consumérisme et à l’excellence », lance Claudie Létourneau, étudiante à l’Université Laval.

Dans ses romans, François Blais montre, d’après David Bélanger, « la stupidité intrinsèque du système » et ne cesse de rappeler que « le théâtre de la consommation est un lieu traversé d’injustice et de violence », ajoute l’autrice et postdoctorante Charlotte Biron. Contre la brutalité de ce système, l’œuvre de Blais – qui s’oppose au positivisme toxique de notre époque – conseille « de voler, d’être inefficace et de laisser les choses s’effondrer », ajoute-t-elle, consciente qu’il s’agit-là d’actions peu recommandables. D’après Stéphane Inkel, professeur à l’Université Queen’s, « François Blais a de l’affection pour les perdants et nous, nous avons de l’affection pour lui parce qu’il fait preuve d’empathie envers eux. »

LES ENFANTS-PROPHÈTES

D’après Kiev Renaud, professeure à l’Université de Sherbrooke, l’enfant est une figure idéalisée qui occupe une place de choix dans l’œuvre de Blais, car « le point de vue enfantin permet d’aller plus loin dans le sarcasme et la critique sociale. » Conscients de toute l’euphémisation du monde qui leur est livré, « les enfants sont présentés comme de grands sages, lucides, dont la pensée



La classe de monsieur François, illustration d’Iris Boudreau.

n’a pas encore été anesthésiée par les lieux communs », eux seuls ont encore la capacité de rêver.

« Tous les personnages de François Blais restent, à leur façon, des enfants ; ils sont des vecteurs de vérité. Pour eux, refuser de grandir, c’est refuser de jouer au jeu que tout le monde joue », ajoute-t-elle. En somme, l’œuvre de cet auteur mauricien, dont nous vous suggérons chaleureusement la lecture, nous invite à faire un pas de côté afin d’observer les conventions sociales et d’en rire un peu.

Jeanne Hamel : le meme comme mémoire insoupçonnée du numérique

Détentrice depuis peu d’un baccalauréat en arts visuels de l’Université du Québec à Trois-Rivières, l’artiste Jeanne Hamel cumule les reconnaissances pour son travail. Lauréate du Prix Silex 2022 comme de la bourse de production Denis-Charland 2022, elle a eu l’occasion d’approfondir sa pratique artistique au cours de la dernière année; elle taille assurément sa place dans le milieu artistique à grands coups de ciseaux à bois.

ANNE-MARIE DUQUETTE

Sabord

Jeanne Hamel se démarque par sa démarche particulière : elle puise ses matériaux de création dans les images diffusées massivement sur internet, principalement des *memes* (captations, figées ou animées, le plus souvent tirées

de films ou séries télévisées et généralement légendées). Elle nous explique : « je trouve une grande satisfaction à prendre une image d’internet de piètre qualité, qui se consomme rapidement, et à l’amener dans un contexte de construction par l’estampe ». Lorsque les visuels sont sélectionnés, elle opère un montage dans Photoshop et les remanie à partir de différents modes de fusions, filtres et pinceaux, afin de créer des impressions hybrides

entre sérigraphie et xylographie (impressions à partir de gravure sur bois en relief) sur canevas grand format.

Pour l’artiste de la relève, le passage du support numérique au support papier permet de révéler le contraste entre le temps de consommation de l’image numérique et le temps de production de l’estampe, fruit d’un processus lent : « d’un côté, le contexte de l’image se veut instantané,

alors que cette même image travaillée par couches et par accumulations sur plusieurs heures crée une nouvelle dimension ». Décontextualiser les *memes* génère en outre « un nouveau sens aux images et permet une lecture plus contemplative » de celles-ci. Alors que l’estampière pourrait simplement imprimer le montage Photoshop, elle choisit plutôt l’avenue de la gravure sur bois, qui souligne la texture de la matrice. « Ce qui m’anime de l’estampe, confie-t-elle, c’est qu’on retrouve une matérialité physique qui peut reprendre l’idée du palimpseste par la répétition de couches - par exemple en quadrichromie ou en passage multiple - et reprendre l’image numérique de pixel en créant notre propre pixellisation ».

Travailler le *meme*, par essence éphémère et viral, via la voie plus lente de l’estampe, est aussi une façon de repenser la mémoire. Jeanne Hamel, inspirée par la démarche de Robert Rauschenberg (plasticien américain) qui souligne dans ses collages « les anachronismes générés par la mémoire matérielle des éléments », applique cette notion sur les

captations virales. Elle joue alors avec le-la spectateur-rice, avec « sa mémoire et sa capacité à trouver ce que les éléments évoquent ». Ce traitement des matériaux numériques populaires par le biais de l’estampe est audacieux, n’allant pas de soi. Elle affirme néanmoins que la reconnaissance du prix Denis-Charland lui a fait gagner en confiance, et qu’elle assume davantage sa pratique « qui traite de sujets issus de la culture numérique avec des médiums traditionnels ».

Le mois dernier, l’on pouvait admirer les œuvres de Jeanne Hamel dans le cadre de son exposition ludique *Motherlode*, conçue sur mesure pour la salle noire de l’Atelier Silex. Elle travaille actuellement sur de nouveaux tableaux et une série d’estampes pour différentes expositions et compte expérimenter la vidéo installative. Finalement, en collaboration avec un artiste de Victoriaville, elle œuvre ces jours-ci à « la construction d’un événement qui veut démocratiser les images et l’idée de l’exposition artistique ». Une chose est sûre: elle vous fera voir les *memes* sous un jour nouveau! 

PRIX ARTS EXCELLENCE

Les artistes de la Mauricie à l’honneur

Le mercredi 29 mars dernier avait lieu la soirée des prix Arts Excellence de Culture Mauricie, visant à mettre en lumière le travail des artistes de la Mauricie dans la dernière année. Dans une ambiance rassembleuse, neuf prix ont été remis parmi les 24 nominations initiales.

MAGALI BOISVERT

JOURNALISTE

UNE ÉNERGIE CONTAGIEUSE

Hélène Martin, l’animatrice de la soirée, part le bal en présentant les partenaires de la soirée, qui viendront présenter les prix aux lauréats et lauréates. Pour le prix Création en arts de la scène, ce sont les Sages Fous qui remportent la plaque dorée pour le spectacle *Trickykle*. Ils délèguent Catherine Thériault, directrice de l’administration et du développement pour recevoir le prix en leur nom, étant en tournée à l’étranger.

Bryan Perro, au nom de Culture Shawinigan, vient présenter le prix Création en arts visuels et souligne la qualité de la prestation des *Trois griots* (King Maliba, Basile Seni et Elvire B. Toffa), qui animent les transitions sur scène avec une énergie contagieuse. C’est Geneviève Baril qui reçoit le prix, en toute modestie, pour son exposition *Anthologie de la marche* qui faisait usage de fleurs et végétaux variés comme matériau sculptural.

PARLER APRÈS ALEXANDRE DOSTIE

Le prix Création en littérature est ensuite remis à Alexandre

Dostie pour son recueil *Que ceux qui m’aiment me sauvent*. Dostie, celui que « la poésie [a] porté et soigné ces dernières années » prend parole dans un discours inspiré afin d’inciter les artistes émergents à se « lancer sans plus [se] poser de questions ».

Patrick Douville, réalisateur-coordonnateur à la Fabrique culturelle de Télé-Québec, s’exclame ne pas apprécier prendre parole tout juste après Alexandre Dostie, ce qui provoque un rire dans l’audience. C’est à Mélanie Beauchamp qu’il remet le prix Création en métiers d’art pour la série d’œuvres mosaïque dans le cadre de l’exposition *Rencontres fluviales*.

À CHACUN.E SON PRIX

C’est à Alejandra Basaños, artiste en arts visuels, qu’est accordé le prix Médiation culturelle avec le projet *À chacun son histoire* qui mettait en relation des élèves de tous horizons et des personnes aînées de la résidence des Marronniers à travers l’art.

Pour ce qui est du prix Élan créatif, visant à récompenser une initiative artistique d’un.e

artiste en émergence, Justine Bellefeuille, jeune chorégraphe et interprète en danse contemporaine, monte sur scène pour recevoir la plaque tant convoitée.

Le prix Rayonnement, quant à lui, est remis aux Tireux d’roches pour leur album et spectacle *Tapiskwan Sipi*, qui est le fruit d’une collaboration avec Karine Awashish, co-fondatrice de la Coop Nitaskinan.

DEUX GRANDES LAURÉATES MANQUENT À L’APPEL

Pour clore la soirée, les deux grandes lauréates, soit Josette Villeneuve pour le prix du CALQ d’une valeur de 10 000 \$ pour l’ensemble de sa carrière, ainsi que Christiane Simoneau, récipiendaire du prix Hommage et la médaille des bâtisseurs de l’UQTR étaient toutes deux absentes.

L’une serait « les deux pieds dans le sable » à l’étranger (elle envoie son fils Félix-Antoine qui dit être fier de sa mère, Christiane, lui qui est plutôt habitué de recevoir et non pas donner ce genre de paroles d’encouragement). L’autre, Josette Villeneuve, victime d’un vilain virus, envoie la co-



Les lauréats et lauréates (ainsi que les représentant(e)s des personnes absentes) des prix Arts Excellence. De gauche à droite (rangée du haut) : Audrey Labrie (pour Josette Villeneuve), Alexandre Dostie, Catherine Thériault (pour Les Sages Fous), Geneviève Baril, Félix-Antoine Milette (pour Christiane Simoneau), Alejandra Basaños. Rangée du bas : David Robert (pour les Tireux d’roches), Justine Bellefeuille et Mélanie Beauchamp.

lorée Audrey Labrie, directrice générale de la Galerie d’art du Parc (GAP) pour accepter cette récompense.

UNE MAURICIE SOUVERAINE

Le thème des prix Arts Excellence, « souveraine », inspiré d’une œuvre de Valérie Guimond, a de quoi décrire la pratique des artistes à l’honneur. Avec une année 2022 marquée par une crise sanitaire qui a

chamboulé les lieux de diffusion culturelle habituels, les artistes ont dû faire montre de débrouillardise et d’autonomie pour mettre en valeur leurs projets.

Éric Lord, directeur général de Culture Mauricie, clôt la soirée en soulignant la richesse de l’écosystème culturel mauricien depuis son entrée en fonction il y a 15 ans de cela. 

Peut-on profiter d'un écosystème littéraire complet en région ?

Pour le mois d’avril, notre panel invité s’est assis autour de la table auprès de Robert Aubin, animateur de l’émission *La tête dans les nuances*, afin de s’entretenir de la vitalité du milieu littéraire en Mauricie. Pour discuter de ce sujet, nous avons fait appel à Ariane Gélinas, autrice, directrice littéraire de la revue *Le Sabord* et présidente de la Société des Écrivain.e.s de la Mauricie, Nancy Godbout, autrice et éditrice de la maison d’édition pour la jeunesse *Le point bleu* ainsi qu’Audrey Martel, libraire et copropriétaire de la librairie l’Exèdre.

MAGALI BOISVERT
JOURNALISTE

ÉCRIRE EN RÉGION

Le processus d’écriture est souvent un concept mystérieux. Certaines personnes écrivent au gré de l’inspiration, comme le fait l’autrice invitée Nancy Godbout, qui a commencé la rédaction de son premier ouvrage jeunesse dans sa région natale de la Gaspésie, à Carleton-sur-Mer. Elle poursuit son écriture en Mauricie, où elle habite depuis 36 ans. Le territoire de la région semble l’inspirer puisque le personnage de son premier album fait le périple également de la Gaspésie à Trois-Rivières.

Pour Ariane Gélinas, autrice très prolifique, il ne lui est jamais venu en tête d’écrire ailleurs qu’en Mauricie : « Je me faisais la réflexion récemment comme autrice. J’étais sur un jury pour évaluer des

résidences d’écriture, donc en région. Et puis je me suis dit, mais pourquoi je n’ai jamais eu l’impulsion de déposer à des résidences d’écriture ? Eh bien, c’est la Mauricie. Je suis quelqu’un qui aime beaucoup la randonnée, qui aime faire du vélo. Donc il suffit de partir en vélo à quinze ou vingt minutes au nord de chez moi. Et là je me retrouve dans la nature en étant très inspirée par la suite pour mes écrits. »

LES INGRÉDIENTS CLÉS

M^{me} Gélinas, chargée de cours en création littéraire à l’UQTR, évoque d’entrée de jeu plusieurs ingrédients clés afin de déterminer de la vitalité d’un milieu littéraire sur un territoire. D’abord, l’opportunité d’étudier la littérature dans le cadre de formations post-secondaires.

Elle mentionne également l’importance des prix littéraires locaux (tels que le prix

Clément-Marchand pour la relève, les prix accordés par Culture Trois-Rivières et Culture Mauricie) ou encore les associations rassemblant le milieu du livre comme la Société des écrivain.e.s de la Mauricie, qu’elle préside.

Les librairies locales, particulièrement indépendantes, jouent un rôle de choix dans cette chaîne du livre qui, plutôt que d’être linéaire – de l’écriture à la publication pour finir sur les tablettes des librairies –, ressemblerait en fait à un cercle vertueux, selon Audrey Martel.

« Le début, c’est la relation qui commence avec le lecteur, parce qu’il n’y a pas de livre s’il n’y a pas d’auteur, mais le livre ne compte pas s’il n’y a pas de lecteur. Le libraire, c’est le propulseur. C’est ce qui fait en sorte que le livre sorte de la masse et trouve son lecteur. Ce travail-là est important. »

ADOPTER LA COMMUNAUTÉ MAURICIENNE

Dans une région comme celle de la Mauricie, l’un des grands avantages est la facilité de tisser des liens au sein de la communauté culturelle. « Si tu ne connais pas encore quelqu’un dans le milieu culturel, c’est souvent juste une question de temps. Donc on se rend compte en général qu’en Mauricie, on est à deux niveaux – maximum ! – d’une autre personne », lance en riant Ariane Gélinas.

Les terres mauriciennes accueillent également les professionnelles et professionnels du livre provenant des grandes villes qui peuvent désormais, grâce à la technologie, travailler à distance. Le panel invité mentionne entre autres les métiers de la traduction, révision, direction littéraire ou graphisme.

Nancy Godbout fait même mention d’une stagiaire en édition qui a fait le choix de s’établir à Trois-Rivières à partir de Montréal pour en apprendre davantage sur la maison d’édition jeunesse *Le point bleu*. « Les gens de Trois-Rivières s’exilent dans les grands centres, mais là, on a l’inverse. Je trouve qu’il y a de l’espoir », conclut-elle.

L’émission *La tête dans les nuances*, coproduite avec Nous-Tv Mauricie, est disponible en ligne en version intégrale au gazettemauricie.com et sur nos différentes plateformes. 



À VOTRE AGENDA

Pour découvrir les initiatives développées en Mauricie et ailleurs au Québec dans le cadre du Jour de la Terre ou encore pour y inscrire votre activité en tant qu’organisation, municipalité ou individu, visitez le <https://jourdelaterre.org/qc/activités>. Certains événements en Mauricie et au Centre-du-Québec se retrouvent déjà à ce calendrier du Jour de la Terre notamment :

ISABELLE PADULA

JOURNALISTE

SAMEDI 15 AVRIL DE 9 H À 12 H
REPAIR – CAFÉ :
RÉPARER AU LIEU DE JETER
Organisé par la ville de Nicolet en collaboration avec le comité consultatif en environnement

Les membres du comité environnement ouvriront les portes du Hangar D’Elzéar (Centre d’action bénévole de Nicolet) pour la tenue d’un *Repair café* qui est un atelier consacré à la réparation d’objets pour contrer l’obsolescence programmée. Lors des ateliers de réparation, les réparateurs bénévoles et des consommateurs ne sachant réparer eux-mêmes, se retrouvent dans le but de réparer au lieu de jeter. Les uns savent, les autres apprennent et ensuite ceux et celles qui ont appris peuvent aider d’autres personnes. Les réparateurs échangent entre eux les outils, mais aussi leur savoir-faire dans un grand esprit de solidarité.

SAMEDI 22 AVRIL DE 10 H À 12 H
UNE COLLECTE DE DÉCHETS
Organisé par le Bassin Versant Saint-Maurice

Une collecte des déchets sera réalisée par les membres de l’équipe du Bassin Versant Saint-Maurice et l’invitation est lancée aux membres de l’organisation de se joindre à eux. L’activité se déroulera le samedi 22 avril dans la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc. L’activité s’intègre dans l’initiative citoyenne Maski S’Ramasse 2023, une vaste collecte de déchets organisée dans l’ensemble de la MRC de Maskinongé.

DIMANCHE 23 AVRIL DE 9 H À 12 H
LA GRANDE CORVÉE
Organisé par la ville de Nicolet en collaboration avec le comité consultatif en environnement

Familles, amis et personnes seules sont invités à se réunir à l’hôtel de ville de Nicolet et profiter du plein air tout en contribuant au ménage du printemps de la communauté. Les organisateurs remettront des sacs afin d’amasser les déchets et indiqueront les lieux ciblés pour la grande Corvée. Pour maximiser la collecte, des secteurs seront attribués aux équipes présentes. De plus, un appel sera transmis aux commerces, aux écoles et aux entreprises. La Ville invite ainsi les entreprises

et les institutions à réaliser une action environnementale (ex. : boîte à lunch zéro déchet, ramasser les déchets situés près de votre lieu de travail, etc.).

SAMEDI 13 MAI DE 8 H À 12 H
RENDEZ-VOUS DU MAIRE ET JOURNÉE DE L’ARBRE
Organisé par la municipalité de Saint-Boniface

Le rendez-vous du maire est une occasion pour les citoyens.e.s de rencontrer les membres du conseil ainsi que l’équipe d’employés de la municipalité. Sur place, il y aura de l’animation, des jeux gonflables seront mis à disposition pour les enfants et l’équipe de bénévoles de la bibliothèque sera présente à 9h30 à l’aréna pour présenter l’heure du conte. Le comité organisateur remettra de petits arbres à compter de 9 h afin d’embellir le paysage et surtout de souligner la journée de l’arbre en partenariat avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. À noter qu’il y aura 1 250 petits arbres disponibles issus de 14 essences différentes. En cas de pluie, l’évènement se déroulera à l’intérieur de l’aréna. 

REMERCIEMENTS ET RAYONNEMENT

ISABELLE PADULA

JOURNALISTE ET DIRECTRICE GÉNÉRALE

Il était plus que pertinent et justifié pour la *Gazette de la Mauricie* d’être partenaire du débat d’idées qui a eu lieu le 24 mars dernier au Salon du livre de Trois-Rivières. Les enjeux environnementaux et sociaux sont au cœur du média communautaire qu’est la *Gazette de la Mauricie*. Ce débat entre les murs du Salon du livre aura su alimenter nos réflexions personnelles et collectives et se poursuivre dans nos maisons et dans nos bureaux. La réussite d’un tel événement se réalise grâce à la convergence de plusieurs forces. Ainsi, je tiens à remercier :

- Évelyne Charland et le Salon du livre de Trois-Rivières pour votre collaboration;
- Les Éditions Écosociété pour leur ouverture à cette invitation de collaboration qui

espérons-le saura se répéter dans l’avenir;

- Les auteurs Dominic Lamontagne et Jean-François Dubé pour votre excellent livre, ainsi que votre présence et votre authenticité lors de cette soirée;
- Robert Aubin pour son animation rigoureuse et dynamique;
- L’équipe de la *Gazette de la Mauricie* particulièrement Steven Roy Cullen pour la captation vidéo, Magali Boisvert aux médias sociaux, ainsi que Renaud Gignac, nouvel administrateur à la *Gazette de la Mauricie* et instigateur de ce débat. Puisse ce rendez-vous être le premier d’une série de rencontres qui alimenteront, à l’instar de la *Gazette de la Mauricie*, nos réflexions et nos discussions!

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Téléphone : 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n’est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Directrice générale et journaliste : Isabelle Padula
Président : Louis-Serge Gill
Journaliste et gestionnaire de communautés : Magali Boisvert
Correctrices : Diane Vermette, Mireille Pilotto, Lise Bergeron
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

ISSN : 1717-2179



www.gazettemauricie.com



facebook.com/lagazettedelamauricie



instagram.com/gazette_mauricie



La Gazette de la Mauricie

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Canada

Québec

Pour du contenu intelligent
et une visibilité qui a du sens

La Gazette de la Mauricie est là pour vous!

FAITES-VOUS REMARQUER AVEC
NOTRE OFFRE DE CONTENU DE MARQUE :

- Publicités imprimées et numériques
- Cahiers spéciaux thématiques
- Infolettre et médias sociaux
- Publireportages
- Production de vidéos
- Réalisation de baladodiffusions
- Plan de visibilité personnalisé
- Partenaire de diffusion dans vos demandes de subventions

TERRITOIRE

Le journal **La Gazette de la Mauricie** est distribué sur l'ensemble du territoire mauricien et sur une partie du territoire centriquois par l'intermédiaire de plus de **150 présentoirs** disposés dans les commerces et organismes de la région.

UN MÉDIA INDÉPENDANT DISTINCTIF

Fondée en 1984, **La Gazette de la Mauricie** est un média d'information régional qui a pour mission de contribuer à l'édification d'une société plus juste, solidaire et participative. Le contenu proposé sur ses diverses plateformes se distingue des autres produits médiatiques en cherchant à susciter la réflexion des lecteurs et internautes sur des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et culturels pouvant avoir une incidence sur le bien commun des communautés.



Vous voulez bénéficier d'une visibilité efficace?

Contactez-nous sans tarder au ventes@gazettemauricie.com ou au **819 944-0405** pour réserver votre place dans notre prochaine parution et obtenir une soumission personnalisée répondant à vos besoins!

lagazette
de la Mauricie

Média régional
indépendant

www.gazettemauricie.com

